



Le peuple saura préserver sa patrie

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4733 - Mardi 19 mars 2019 - Prix : 10 DA

Le ministère de l'Éducation se veut rassurant

«Les grèves n'ont pas affecté le calendrier scolaire»

Page 3

En manque de crédibilité

Les partis tentent de récupérer le mouvement populaire

Page 2

Les interdits de manifestation

Par Mohamed Habili

Après Louisa Hanoune, Moussa Touati et Ali Ghediri, priés de «sortir» de la marche du troisième vendredi de grande mobilisation à Alger, par on ne sait qui à vrai dire, ce fut le tour de Abdallah Djaballah de l'être le quatrième vendredi. Bien des chefs de partis et de personnalités ont pu pourtant prendre part au deuxième vendredi sans connaître pareil affront. Comment s'expliquer cette soudaine intolérance des manifestants du vendredi à l'égard de gens qui ne font pas que soutenir leur action, qui s'y reconnaissent, qui s'en réclament, qui y souscrivent des deux mains ? Serait-ce que la classe politique, après quelques jours d'indécision de la part du mouvement, soit en train d'être comprise dans le même rejet du « système », pour parler le langage de tout le monde ? D'être considérée, dans l'ensemble de ses composantes et au-delà des professions de foi respectives, comme faisant partie du régime en place, et à ce titre tout autant indésirable que ses représentants, à plus forte raison dans le cadre d'actions visant à son renversement ? Il y paraît en tout cas. Pour ce qui est de Djaballah plus particulièrement, on n'aurait pas cru que la chose puisse lui arriver, vu que le siège de son parti a semblé pendant plusieurs jours abriter pour ainsi dire la salle des opérations d'où émanaient les instructions que la foule était ensuite chargée d'exécuter sur le terrain.

Suite en page 3

Bouteflika dans un message à l'occasion de la fête de la Victoire

L'Algérie s'apprête à changer son régime de gouvernance



Ph/D. R.

Le président Bouteflika a affirmé, hier, que la Conférence nationale inclusive "qui se tiendra dans un très proche avenir, avec la participation de toutes les franges du peuple algérien, émettra des décisions cruciales à même d'opérer le bond qualitatif que réclame notre peuple". Lire page 2

Prévue pour avril

L'«Opep+» décide de reporter sa prochaine réunion

Page 3

1^{er} Festival du court-métrage de la ville d'Ain Kebira

28 œuvres filmiques en lice

Page 13

Gaïd Salah à la 1^{ère} RM Le peuple saura préserver sa patrie

LE VICE-MINISTRE de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, a indiqué hier, que l'ANP et le peuple partagent tous les fondements d'une vision unique du futur de l'Algérie. S'exprimant à l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingénieur à Rouiba/1^{ère} Région militaire où il a tenu une réunion avec les cadres chargés de la formation au sein de l'ANP, Gaïd Salah a indiqué avoir «l'intime conviction que le peuple algérien authentique et consciencieux qui a prouvé, toujours et en toutes circonstances, qu'il est un peuple à principes, a su et saura préserver sa patrie.

L'Algérie et l'Armée nationale populaire sont, certainement chanceuses d'avoir ce peuple.» Le chef d'état-major de l'ANP a indiqué que «l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale s'enorgueillit de son appartenance à ce peuple brave et authentique, et partage avec lui les mêmes valeurs et principes, ainsi que les mêmes fondements nobles et prestigieux de l'identité nationale, et à l'intime conviction et avec grande fierté qu'un peuple avec ces valeurs et ces qualités ne peut que donner naissance à une armée ayant les mêmes principes et les mêmes spécificités». Il a ajouté que «c'est ainsi que se rejoignent toutes les marques d'amour, de respect, de sympathie et de solidarité entre le peuple et son armée, ainsi que tous les fondements d'une vision unique du futur de l'Algérie». Rappelant le «lien fort et vital unissant le peuple algérien à son armée», Gaïd Salah a estimé que «chaque peuple se démarque par ses qualités et ses particularités, qui forgent les fondements de son identité nationale, héritée de génération en génération, ajoutant que le peuple qui a puisé, par le passé, dans la force de son identité et en a fait une arme infaillible avec laquelle il a enlacé sa Révolution de libération et s'est rallié à l'Armée de libération nationale. C'est avec cette arme qu'il a tiré sa grande résistance à toutes les souffrances. Ce même peuple, avec la même identité nationale, dont les enfants font montre aujourd'hui d'un patriotisme sincère et donnent une ultime importance à la préservation de la réputation de leur patrie devant les nations». Il a, dans ce sens, souligné que «les motivations d'acquisition des vecteurs d'optimisation d'une vision commune de la patrie existent, et sont le fruit de la vision partagée de l'histoire, du présent et des perspectives prometteuses de l'Algérie, dont le peuple est conscient des dessous de ce monde impitoyable, marqué par l'effervescence, les événements et les mutations précipitées et préméditées».

R. N.

— Bouteflika dans un message à l'occasion de la fête de la Victoire —

L'Algérie s'apprête à changer son régime de gouvernance

■ Le Président Bouteflika a affirmé, hier, que la Conférence nationale inclusive «qui se tiendra dans un très proche avenir, avec la participation de toutes les franges du peuple algérien, émettra des décisions cruciales à même d'opérer le bond qualitatif que réclame notre peuple».

Par Massi Salami

Dans un message à l'occasion de la célébration de la fête de la Victoire, qui coïncide avec le 19 mars, le Président de la République a indiqué que «notre pays s'apprête à changer son régime de gouvernance et à renouveler ses systèmes politique, économique et social à la faveur de la Conférence nationale inclusive qui se tiendra dans un très proche avenir avec la participation de toutes les franges du peuple algérien». La mission de cette Conférence, explique-t-il, «est d'autant plus sensible, que c'est à elle que revient la tâche d'émettre des décisions cruciales, à même d'opérer le bond qualitatif que réclame notre peuple, notamment les jeunes, un bond que cristallisera une révision constitutionnelle globale et profonde, laquelle sera soumise par référendum à l'approbation du peuple».

M. Bouteflika, a ajouté que cette «révision constitutionnelle préluera à un nouveau processus électoral qui verra l'élection d'un nouveau président». Plus explicite, le président a précisé que cette Conférence «aura la mission de délibérer, en toute liberté, de l'avenir socio-économique du pays, un avenir chargé de défis dans ce domaine, d'où l'impératif d'un



consensus national sur les objectifs et les solutions à même d'atteindre une croissance économique forte et concurrentielle, une croissance qui garantirait la continuité de notre modèle social basé sur la justice et la solidarité. «Cette voie contribuera, inéluctablement, à faire sortir l'Algérie de sa dépendance aux hydrocarbures et aux fluctuations des cours du pétrole sur les marchés internationaux», a-t-il souligné, estimant que «la consolidation de notre pays au double plan économique et social, lui permettra de mieux préserver son unité territoriale et sa sécurité dans un environnement direct en

pleine effervescence, et dans un monde menacé par les risques de crises multiformes». Le chef de l'Etat a aussi affirmé qu'il «est vrai que l'Algérie est forte d'une armée connue pour son haut niveau de professionnalisme et ses sacrifices exemplaires, mais il n'en demeure pas moins que sa sécurité et sa stabilité en appellent également à un peuple qui soit à la hauteur de ses aspirations socio-économiques et culturelles. Un peuple qui doit prêter main forte à son armée pour préserver l'Algérie contre les dangers extérieurs, et jouir de la quiétude et de la stabilité». «Tel sera l'avenir qui constituera, avec l'aide de Dieu, la meilleure reconnaissance envers nos glorieux chouchada et nos vaillants moudjahidine», a-t-il souligné. Et au Président Bouteflika de conclure en affirmant : «Tel est l'objectif suprême que je me suis engagé à concrétiser avant la fin de mon mandat présidentiel, à vos côtés et à votre service, pour que l'Algérie vive, dans un avenir proche, une transition harmonieuse et assiste à la remise de ses rênes à une nouvelle génération afin de poursuivre notre marche nationale vers davantage de progrès et de bien-être à la faveur de la souveraineté et de la liberté».

M. S.

En manque de crédibilité

Les partis tentent de récupérer le mouvement populaire

La sphère politique nationale trouvant du mal à proposer clairement un programme socio-économique pour une sortie de crise, s'affiche aujourd'hui pour témoigner de son soutien à la contestation populaire pacifique déclenchée depuis le 22 février, de s'y infiltrer même et ce avec l'espoir de se refaire une image de marque. Les partis de l'opposition, face à l'échec à répétition auquel ont débouché leurs rencontres communes durant les semaines précédentes, optent aujourd'hui de jouer en solo mais tous à travers une tentative de récupération de ce mouvement populaire pacifique et ce dans l'optique d'une crédibilité politico-partisane certes mais populaire également. C'est ainsi que les six partis de l'opposition en l'occurrence RCD, PT, MSP, Front El Moustakbal, El Adala et Ennahda ont décidé le 11 mars dernier de geler leurs activités à l'Assemblée populaire nationale (APN) et ont exigé, en écho aux aspirations du mouvement populaire, «d'ouvrir une nouvelle ère et permettre au peuple algérien de reprendre sa destinée en mains». Avant-hier, c'était à Abderrazak

Makri, président du MSP qui dans une vidéo live postée sur son compte Facebook, de «glorifier le mouvement populaire pacifique» auquel il appelle à sa poursuite et à son renforcement. Et de rappeler également que sa formation politique était initiatrice de l'idée pour une conférence nationale. Mieux, hier, le chef du MSP mettra même en garde contre «une aile du pouvoir qui veut aller à des élections sans réformes». «Méfiez-vous d'arrêter le mouvement populaire et d'aller aux élections sans réformes», a-t-il écrit sur son compte Facebook également. Pour sa part, Ali Benflis mettra notamment en garde contre ce qu'il a appelé «l'internationalisation de la crise». A ce titre, affirmant que «le pouvoir politique en place semble s'engager dans une campagne auprès des partenaires étrangers pour plaider sa propre cause, promouvoir la feuille de route du Président de la République», Benflis dira que «la solution de l'impasse politique actuelle est entre les mains des Algériens et doit le rester». Cette tentative de récupération du mouvement populaire n'est pas le

propre de l'opposition, même les partis de l'Alliance présidentielle s'y sont aventurés. En effet, pour sa première sortie depuis sa démission, l'ex-Premier ministre et SG du RND a appelé (les pouvoirs publics) à la satisfaction «dans les meilleurs délais de toutes les revendications pacifiques du peuple algérien pour éviter toute dérive» et d'«être à l'écoute des réclamations de la protestation populaire en vue de contourner les dangers qui guettent l'Algérie, et ainsi poursuivre le processus de développement socio-économique» entamé. En outre, saluant les revendications du peuple, Ouyahia qui manifestement maintient sa position d'appui des décisions annoncées lundi dernier par le Président Bouteflika en vue d'une sortie de crise, notamment dans le volet énonçant la tenue d'une conférence nationale inclusive et indépendante dont les recommandations permettraient d'amender le texte fondamental du pays et d'aller vers des élections présidentielles plurielles et la formation d'un gouvernement de compétences nationales, appellera les militants de son parti à

«convaincre les citoyens quant à la crédibilité de cette opération de transition démocratique» proposée par le chef de l'Etat. Quant au FLN, qui depuis les fameuses sorties médiatiques de Moad Bouchareb à Oran, connaît une franche fissure qui ne cesse de s'élargir dans ses rangs. Avant-hier, pour ne relier que la dernière information en date, les mouhafads lors d'une réunion à Bouira, dénonçant le comportement de Bouchareb et de l'instance dirigeante du parti, ont apporté eux aussi leur soutien au hirak populaire appelant au changement. Par cette décision, les mouhafads rejoindront ainsi une bonne partie de la base militante du vieux parti qui a manifesté son soutien voire son adhésion au mouvement populaire en mue depuis le 22 février dernier. Sauf que le mouvement populaire campe depuis le départ et rejette toute implication et récupération partisane. Outre les slogans et autres pancartes traduisant clairement cette revendication, les manifestants n'ont pas hésité à huer toute personnalité politique qui s'est infiltrée dans leurs rangs.

Lynda Naili

Lakhdar Brahimi au sujet des marches pour le changement

«Les réformes doivent se faire par un dialogue structuré et organisé»

Face aux citoyens réclamant un changement de fond du modèle de gouvernance du pays, l'ancien diplomate, Lakhdar Brahimi, a appelé hier à ne pas verser dans la précipitation et à organiser la transition d'une manière organisée et structurée. Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, l'invité a souligné l'«urgence d'amor-

cer le dialogue organisé pour sortir du blocage», soutenant que la revendication du changement prônée par la population est «légitime, compréhensible et attendue». M. Brahimi a relevé que le dialogue était «indispensable et urgent», admettant un «blocage» de la situation. Il a ajouté néanmoins que le changement «ne se fait pas

tout seul», mais la deuxième République incarnant ce changement «est une aspiration légitime», qui passe par un programme «complexe et compliqué», cela est «un premier pas d'une importance capitale» qui ne doit pas se faire dans «le désordre». Il a appelé, dans ce sillage, à un dialogue «organisé et structuré» en enta-

mant les discussions, précisant que la voix de «la rue a été entendue» (par le pouvoir) et «il faut mettre au point ce qui a été décidé». Pour le diplomate algérien, ce qui se passe dans la rue est «très enthousiasmant, encourageant» cependant «ça ne peut pas continuer indéfiniment».

Meriem Benchaoua

Prévue pour avril

L'«Opep+» décide de reporter sa prochaine réunion

■ Les prix du pétrole évoluaient hier en cours d'échanges européens, alors que l'Opep et ses partenaires ont décidé de renoncer à tenir une réunion prévue en avril, attendant celle de juin pour décider s'il y a lieu de prolonger l'encadrement de la production en vigueur depuis le début de l'année.



Par Louiza A.R.

Réunis à Bakou, en Azerbaïdjan, plusieurs ministres de l'Opep et de leurs partenaires, dont les représentants de la Russie et de l'Arabie saoudite, ont recommandé d'annuler la prochaine réunion officielle de l'Opep+, prévue en avril, pour remettre à juin la décision de renouveler ou non leurs baisses de production. A cette date, les marchés auront pu évaluer l'impact réel des sanctions américaines contre l'Iran et de la crise du Venezuela. Le JMMC recommande de renoncer à la réunion d'avril et d'attendre la conférence du 25 juin au cours de laquelle une décision sera prise sur l'objectif de production pour la deuxième moitié de 2019. Le

comité a recommandé d'organiser plutôt une nouvelle réunion de format JMMC, donc en comité élargi, au mois de mai. Après avoir reculé à l'annonce du report, les cours ont rapidement effacé une partie de ces pertes. Vers 12h00 GMT (13h00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 67,29 dollars à Londres, en hausse de 13 cents par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat d'avril gagnait 5 cents, à 58,57 dollars. «Les fondamentaux du marché ne changeront probablement pas dans les deux prochains mois», a indiqué le JMMC pour expliquer cette décision.

A cette date, les marchés auront pu évaluer l'impact réel des sanctions américaines

contre l'Iran et de la crise du Venezuela.

Les membres de l'Opep et dix Etats alliés menés par la Russie se sont réunis hier pour faire le point sur leur stratégie, qui a permis depuis deux ans de soutenir les prix du pétrole.

«Les fondamentaux du marché s'améliorent lentement», a déclaré Khaled al-Faleh, ministre de l'Energie de l'Arabie saoudite, lors de l'ouverture de la réunion du comité ministériel de suivi Opep et non-Opep, dans un hôtel du centre de la capitale azerbaïdjanaise. Il a toutefois souligné que «beaucoup de travail doit encore être fait pour atteindre les objectifs fixés». Pointant du doigt un surplus de l'offre et de faibles investissements dans le secteur du pétrole, le ministre a indiqué

qu'il était plus important que jamais de continuer à coopérer. «Mes collègues m'assurent qu'ils se conformeront pleinement à l'accord de réduction de la production, ndlr) ou même davantage que demandé dans les semaines à venir», a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis ont porté leur production à des niveaux records ces derniers mois, en imposant des sanctions à l'Iran et au Venezuela, deux pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). «Nous ne subissons aucune pression, exceptée celle du marché», a répondu Khalid al-Falih à la presse avant une réunion de la commission ministérielle mixte (JMMC) de l'Opep à Bakou.

L. A. R.

Le ministère de l'Education se veut rassurant

«Les grèves n'ont pas affecté le calendrier scolaire»

Selon l'inspecteur général au ministère de l'Education, Nedjadi Messeguem, «les différences grèves dans le secteur de l'Education ainsi que le mouvement populaire que connaît le pays depuis le 22 février dernier n'ont pas affecté le calendrier des examens scolaires ni celui des vacances scolaires». En effet, dès jeudi 21 mars, les élèves de primaire, CEM ainsi que ceux des lycées bénéficieront des vacances de printemps et les examens de fin de cycle «5^e année primaire, 4^e année moyenne et bac» se tiendront aux dates déjà annoncées, a assuré l'inspecteur général au ministère de l'Education, Nedjadi Messeguem. Il a expliqué que les trois grèves qu'a connues le

secteur de l'Education, à savoir la grève d'une journée «le 21 janvier» et celle de deux jours «les 26 et 27 février», et la grève générale accompagnée de manifestations du 13 mars ainsi que le mouvement populaire que connaît le pays depuis le 22 février dans les 48 wilayas, «n'ont pas affecté et n'affecteront pas le calendrier des examens et des vacances scolaires». Selon lui, «la sortie des étudiants et de leurs enseignants dans la rue le 13 mars est venue après l'achèvement des examens du deuxième trimestre et donc il n'y avait plus de cours à donner», assure l'inspecteur général, ajoutant qu'«en ce qui concerne les établissements éducatifs qui connaissent un léger retard dans

la disposition des leçons, ils sont en train de rattraper le retard cette semaine, avant les vacances de printemps». Quant à la possibilité de recourir au report des dates d'examen et celui des vacances, Nedjadi Messeguem a déclaré que «le calendrier annoncé il y a un moment par la ministre de l'Education nationale sera respecté et qu'il n'y a aucune raison pour reporter les examens ni les vacances». L'inspecteur général a rappelé que les dates des examens scolaires en Algérie ont été fixées et annoncées par la ministre de l'Education nationale, à savoir l'examen de la 5^e année est prévu le mercredi 29 mai 2019. L'examen du BEM «4^e année moyenne» est prévu du

dimanche 9 au mardi 11 juin 2019, en ce qui concerne l'examen du baccalauréat il se déroulera du dimanche 16 au jeudi 20 juin 2019. En ce qui concerne l'examen du baccalauréat, Nedjadi Messeguem a rappelé qu'il n'y aura pas de changement dans l'organisation du baccalauréat de cette année mais à partir du Bac 2021 les candidats à l'examen du Baccalauréat ne seront examinés que dans les matières essentielles, selon les filières. Cela intervient dans le cadre de la réforme engagée de cet examen qui vise notamment à réduire la durée du Bac à trois jours. En outre, Nedjadi Messeguem a fait savoir que les élèves actuellement en classe de 1^{re} année secondaire seront

LA QUESTION DU JOUR

Les interdits de manifestation

Suite de la page une

Après sa mésaventure, aucune figure de l'opposition ne se risquera à prendre place un vendredi dans la manifestation, pour autant que la «révolution joyeuse» se poursuive. Ce que l'on savait de savoir sûr jusqu'à ce troisième vendredi, c'est que Mouad Bouchareb, le président du directoire du FLN, Ahmed Ouyahia, le secrétaire général du RND, et Amara Benyounés, le leader du MPA, ne seraient pas les bienvenus parmi les manifestants, et pour ce qui les concerne quel que soit le jour de la semaine, et où que ce soit dans le pays. On sait maintenant et d'un savoir tout aussi certain que les chefs de l'opposition non plus ne peuvent pas faire leur apparition à une marche sans en être refoulés – par on ne sait qui. La seule figure politique plus ou moins connue qui ait pu manifester le quatrième vendredi en toute quiétude, ce fut Karim Tabbou. Ce qu'il doit non pas à son statut d'opposant mais au fait qu'il ait pris ses distances, de façon plutôt spectaculaire d'ailleurs, des réunions se tenant dans la maison de Djaballah. Pour être juste envers lui, il le doit aussi en partie à son flair politique qui lui a fait sentir plus tôt que tout le monde que ces réunions n'étaient pas au goût de la rue, justement parce qu'elles se présentaient comme des réunions d'état-major. C'aurait été une figure politique plus connue que lui, qui ait pu seulement faire quelque pas avec la foule sans être refoulée comme un malpropre, un Benfiss par exemple, une Louisa Hanoune, un Makri, et on aurait su du même coup quel serait le futur président de la République. Un peu comme si le pouvoir était dans la rue, et que l'une ou l'autre de ses figures y était descendue pour s'en saisir. Une chose impossible à faire sans l'assentiment de la foule. Son silence seul équivaldrait dans ces conditions à une acclamation. Avec un enjeu de cette importance, on comprend qu'il ne soit plus possible pour aucun chef de file de manifester sans se faire humilier par un groupe d'inconnus, peut-être en service commandé. La rue est ouverte à tout le monde, mais pas à ceux qui nourrissent une ambition présidentielle.

M. H.

concernés par la note de l'évaluation continue, dont l'entrée en vigueur est prévue à partir du Bac 2021. Par ailleurs et concernant les candidats libres à l'examen du Bac, ils devront obligatoirement s'inscrire à l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (Onefd) pour pouvoir participer aux épreuves, et ce, à partir du Bac 2020.

Thinhinene Khouchi

Tizi Ouzou

Plus de 1 500 nouveaux cas de cancer recensés en 2018 au CHU

LES SERVICES du centre hospitalo-universitaire Nedir-Mohamed de Tizi Ouzou font état de pas moins de 1 581 nouveaux cas de cancer enregistrés durant l'année 2018. Le service oncologie de l'unité du CHU de Belloua a pris en charge 1 193 cas. Le plus répandu reste le cancer du sein avec 350 cas diagnostiqués, suivi du cancer du côlon avec 154 cas et du cancer du poumon avec 128 cas, selon les précisions fournies par la même source. Le service oncologie de Belloua a pris en charge, durant la même période de référence, 17 317 malades, dont 4 167 admissions. Le service hématologie du même établissement hospitalier a pris en charge 292 malades et le service hématologie-pédiatrie a reçu 96 enfants. Ces trois services ont dispensé 26 845 séances de chimiothérapie. En somme, le CHU de Tizi Ouzou a consacré durant l'année 2018 près de 174 milliards, répartis sur les trois services concernés, à savoir oncologie, hématologie et hématologie pédiatrique. **Hamid Messir**

Grand Sud Soixante puits d'abreuvement dotés d'équipements solaires

AU MOINS 60 puits d'abreuvement ont été jusqu'ici dotés d'équipements d'énergie solaire à travers les zones pastorales de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris hier auprès de la Conservation des forêts.

L'opération, qui est menée en coordination avec d'autres institutions administratives concernées, les éleveurs et les associations activant dans le domaine de l'élevage, devra concerner 65 puits pastoraux dotés de ce type de kits d'énergies renouvelables et se trouvant dans des zones éparses de différents daïras de la wilaya, à l'instar de N'goussa, El-Hedjira et Taïbet. Le programme en question, pour lequel a été alloué un financement de près de 180 millions DA puisés du Fonds de développement des régions du Sud, vise plusieurs objectifs, notamment l'intensification de l'élevage et l'amélioration du cadre de vie dans les zones enclavées, a-t-on souligné.

La wilaya de Ouargla compte une ressource animale composée de plus de 400 000 têtes, dont plus de 214 000 caprins, 148 000 ovins, 42 000 camélidés et 1 200 bovidés, selon les données de la Direction des services agricoles.

Mahi L.

Regard

La bureaucratie, cette arme de destruction massive de l'économie

■ *Entre les 24 heures qu'il faut pour créer une entreprise sous d'autres cieux et les deux mois irréductibles chez nous, il y a une différence que l'on a vite fait de relever qui ne peut s'expliquer que par la persistance des obstacles bureaucratiques et humains face à l'optimisation d'un processus que l'économie algérienne a impérieusement besoin de voir réduit à un temps très court ; sa crédibilité à l'international en dépend, sa survie aussi.*



Par Filali H. Imène

Dans la vie naturelle d'une économie, des entreprises naissent et se battent pour s'imposer sur leurs marchés, s'efforçant de tirer le meilleur parti de leur capacité à offrir à ces marchés des produits aux meilleurs rapports qualité/prix. Quand le succès est au rendez-vous, ces entreprises émergent, prennent plus de parts de marché et arrivent à acquérir une certaine notoriété auprès de leurs consommateurs et au sein de leur environnement socio-économique.

Ce parcours est des plus enviable pour une entreprise, car sur un certain nombre d'entre elles qui tentent l'aventure de l'existence économique, une bonne partie se réduit en peau de chagrin, jusqu'à disparaître, et ce n'est pas faute d'avoir essayé, mais le marché fixe ses lois et le succès qu'il concède à

certaines entreprises, dans certains segments économiques, il le refuse à d'autres pour des raisons systémiques de mécanique économique des marchés.

Ainsi, il y a des entreprises qui naissent et s'imposent et d'autres qui naissent et finissent par mourir. Cette dynamique nécessaire et signe d'une vitalité économique, doit d'être à certaines conditions de l'environnement administratif, réglementaire et législatif, qui favorise une certaine fluidité au sein de cet environnement, dont les contraintes se limitent au respect des règles définies et aux étapes préalablement fixées par la loi, de manière à ce qu'une entreprise qui se crée puisse être identifiée, répertoriée, localisée et fiscalisée.

Lorsque, en revanche, l'environnement administratif, réglementaire et législatif devient contraignant, se faisant un obstacle à la fluidité du processus, rendant complexe, voire très lent

et trop long, le processus de création et de dissolution d'une entreprise, la dynamique voulue à l'amont politique, en termes de volonté, se trouve compromise et sérieusement mise à mal par des mécanismes qui se déclinent, dans leurs généralités, en quelques phrases, mais qui s'avèrent, dans le détail, mortifères, ayant raison des meilleures volontés, pointant l'informel comme un havre de tranquillité et l'invisibilité fiscale comme un choix judicieux.

Pour peu que l'on considère l'acte de responsabilité juridique, avec ses versants pénal, civil et administratif, que l'entreprise et l'entrepreneur assument en advenant dans l'environnement économique, on comprend aisément que dans certains pays une entreprise puisse se créer en quelques heures, les formalités restant et la vérification des faits déclarés pouvant se faire a posteriori, y compris en entraînant la

fermeture de ladite entreprise dont l'initiateur assume les frais de tout le processus.

L'Etat régulateur, organisé en conséquence, armé de l'intelligence administrative cumulée à travers des siècles d'expériences législatives et réglementaires, est serein quand, sur la foi de ce que vous remettez, vous déclarez et exprimez, il vous permet de créer votre entreprise en remplissant un simple formulaire, quitte à ce que, dans un processus ultérieur, tout soit mis à l'épreuve de l'authentification des faits, entraînant des mesures administratives et/ou juridiques à la mesure des infractions ou du préjudice.

Après tout, une entreprise n'est que la formulation d'une intention, sous sa forme projetée, de concrétiser des actions économiques dans un marché. Est-il raisonnable de soumettre l'intention à la bureaucratie ?

F. H. I.

Flagship de la marque

Brandt Algérie lance son nouveau Smartphone B-One

Brandt Algérie se lance officiellement dans la téléphonie mobile. Pour marquer cette occasion, la marque a dévoilé son flagship, le smartphone B-one qui a tout pour séduire le consommateur algérien. Ce modèle haute gamme répond parfaitement aux besoins actuels du marché national.

Brandt Algérie annonce le lancement officiel de ses activités dans l'industrie de téléphones mobiles et dévoile le smartphone B-One, le nouveau produit haut de gamme de la marque, qui vient enrichir son offre de téléphones mobiles en Algérie, a indiqué hier matin un communiqué de Brandt Algérie. Le tout nouveau modèle que Brandt Algérie vient de lancer est un smartphone au look très raffiné, disposant d'un affichage optimisé pour un ratio 19 : 9 et une finition 2.5D en verre trempé à l'avant et à l'arrière lui procurant ainsi une solidité, du style et de l'élégance. L'innovation dans la conception des pro-

duits est la ligne directrice du groupe Brandt. Dans le B-One, Brandt a su combiner les technologies nécessaires pour un résultat d'image exceptionnelle. Ce dernier bijou embarque une intelligence artificielle au niveau de la photo (AI Expert). Grâce à l'algorithme intégré, le B-One est capable d'identifier 120 scénarios dans 16 situations différentes en temps réel, le B-One ajuste automatiquement les paramètres pour obtenir des résultats exceptionnels, il est équipé d'un capteur de pixels de 1.25µm et d'une ouverture de F/1.8, ce qui lui permet de prendre des photos à l'allure professionnelle et de restituer une qualité remarquable même dans des environnements très sombres. Le téléphone permet ainsi une prise de vues en basse lumière sans altérer la qualité de la photo. L'innovation ne s'arrête pas seulement là. D'autres fonctionnalités innovantes sont intégrées dans le B-One, il

est équipé aussi d'une caméra secondaire de 16MP avec une ouverture de F/2.0 et un flash logiciel combiné à un algorithme, le tout permet un rendu selfie lumineux et gomme toutes les imperfections afin de vous présenter chaque jour sous votre meilleur visage. Une des fonctionnalités de sécurité mise en avant par Brandt est la reconnaissance faciale de l'utilisateur. Cette fonction sûre et rapide est capable de reconnaître 194 traits de votre visage et se déverrouille en seulement 0,5s et cela même en situation de faible luminosité.

Doté d'une batterie à 3400mAh, le B-One assure une grande autonomie d'utilisation. De plus, il dispose de la fonctionnalité «économiseur» qui s'occupera de fermer les applications inactives et énergivores. Son système de recharge rapide permet par ailleurs une recharge complète de la batterie en moins de 2h30.

Exportation

«L'égoïsme économique, obstacle majeur devant la relance du secteur»

■ L'obstacle majeur devant la relance du secteur de l'exportation, hors hydrocarbures, réside dans «l'égoïsme économique de certains cercles qui veulent, coûte que coûte, dissuader les opérateurs économiques nationaux à investir ce créneau», a estimé, hier à Médéa, Mostefa Kamel Rahmani, professeur en marketing management et conseiller à l'export.



Par Salem K.

«Il existe en Algérie un potentiel économique formidable en mesure de contribuer

à réduire notre dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière, mais ceux qui disposent de ce potentiel se heurtent constamment à des obstacles, de tous ordres, pour les empêcher

d'immerger», a déclaré cet expert en marge d'un cycle de formation sur les métiers de l'export, organisé par la Chambre de commerce et d'industrie du Titteri. «L'égoïsme

économique de certaines personnes, soucieuses uniquement de leurs intérêts étroits, les a incité, à travers des artifices, à faire douter les potentiels exportateurs dans leurs capacités à se frayer une place sur le marché extérieur», a-t-il indiqué, expliquant que «parmi ces artifices, la mise en place de barrières psychologiques destinées à dissuader nos opérateurs économiques à franchir ce pas». Selon cet expert, «il est impératif de changer notre vision par rapport à l'activité d'exportation, elle doit être perçue comme une activité économique complémentaire, sans risque pour les autres activités». Il a encore estimé que le «meilleur moyen de se libérer de notre dépendance de la rente pétrolière est d'ouvrir la voie aux opérateurs économiques et les laisser investir ce créneau». Outre l'élimination des barrières, tant psychologiques qu'administratives, en instaurant un climat d'affaire sain et encourageant, le professeur Rahmani plaide pour «un accompagnement permanent des opérateurs économiques intéressés par l'exportation, en leur offrant l'expertise indispensable et les soutenir dans leurs démarches», a-t-il ajouté.

S. K./APS

Pomme de terre

Déstockage de près de 990 000 quintaux pour stabiliser le marché national

Un volume global de près de 990 000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison stockés, dans le cadre du programme de régulation des produits agricoles de large consommation, sera injecté progressivement dans le marché national, a indiqué à Boumerdes un responsable au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Ce programme de déstockage a été entamé le 15 mars courant, avec l'injection sur le marché de 180 000 qx de pomme de terre, pour se poursuivre jusqu'au 15 avril prochain, a déclaré le directeur de la régulation des produits agricoles auprès du ministère, Mohamed Kherroubi, en présidant une opération de déstockage d'une quantité de cette pomme de terre stockée chez un opérateur privé de la commune de Hammadi, à l'ouest de la wilaya. Cette pomme de terre prévue au déstockage avait été récoltée vers fin octobre 2018, avant son entrée en chambres froides en janvier der-

nier, en prévision de la période de soudure s'étalant de mars à avril. Selon les explications fournies sur place, cette quantité de pomme de terre sus-citée est stockée dans des chambres froides appartenant à 64 opérateurs conventionnés avec l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (Onilev), répartis sur 16 wilayas. Le déstockage se fera régulièrement et par étapes jusqu'en avril prochain, de manière à couvrir la demande exprimée et préserver la stabilité des prix, et ce, parallèlement, a ajouté M. Kherroubi, à l'entrée sur le marché de la pomme de terre précocée, dont la campagne de récolte a débuté février dernier. Il a fait part, à ce titre, d'une prévision de récolte de 500 000 qx sur une surface ciblée de 4 400 ha, dont une superficie de 1 800 ha a déjà été traitée. Le responsable a, par là même, signalé la récolte en cours de la pomme de terre d'arrière-saison, cultivée sur une superficie de 3 400 ha des

régions du sud du pays, dont Oued Souf. Toujours au titre des efforts consentis pour assurer une disponibilité de la pomme de terre tout au long de l'année, Mohamed Kherroubi a fait cas d'une superficie de plus de 42 000 ha cultivée en pomme de terre, durant la campagne agricole 2018/2019, sur une surface ciblée de 73 000 ha, soit en hausse de 3% comparativement à la campagne écoulée, a-t-il fait savoir. Selon les prévisions fixées pour le secteur, la production nationale de pomme de terre de saison va dépasser les 25 millions de qx. Le responsable n'a pas manqué de souligner les multiples facilitations (soutien financier, accompagnement technique, entre autres) accordées aux producteurs pour développer la filière. A noter que le kilogramme de pomme de terre est actuellement cédé entre 25 et 35 dinars sur les marchés de gros du pays, contre 45 à 65 chez les détaillants.

Mahi O.

Changes

L'euro en hausse face au dollar à l'ouverture des marchés

L'euro progressait hier matin face au dollar avant une réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) aujourd'hui et demain qui devrait donner des indications sur le nombre de hausses de taux aux Etats-Unis cette année. Hier matin, la monnaie européenne valait 1,1344 dollar contre 1,1326 vendredi soir. Depuis le début de l'année, des dirigeants de la Fed ont laissé entendre que l'institution pourrait faire une pause dans le relèvement des taux, après une année 2018 marquée par quatre hausses. L'institution a promis de rester «patient» pour les prochaines hausses en raison notamment du ralentissement de l'économie mondiale et de la faible inflation

américaine, à 1,5%, loin de la cible des 2% que la Fed juge saine pour l'économie. Les hausses de taux d'intérêt renforcent le dollar en le rendant plus rémunérateur et donc plus attractif. Une pause dans les hausses de taux suggère donc que le billet vert le sera moins. Après une semaine sous le feu des projecteurs, la livre britannique évoluait en baisse hier matin contre l'euro et le dollar. La livre s'échangeait à 85,38 pence pour un euro contre 85,21 pence vendredi soir et valait 1,3286 dollar au lieu de 1,3290. L'incertitude autour d'une sortie du Royaume-Uni de l'UE le 29 mars reste totale alors que Theresa May pourrait renoncer à soumettre cette semaine de nouveau au vote des députés l'accord de

retrait négocié. Le billet vert était en légère hausse ce matin face au yen, à 111,54 yens pour un dollar contre 111,48 vendredi soir, et la devise européenne montait un peu plus à 126,53 yens pour un euro contre 126,27 vendredi soir. La devise suisse était en baisse face à l'euro, à 1,1359 franc suisse pour un euro, contre 1,1349 vendredi soir, mais montait légèrement, proche de l'équilibre face au dollar (1,0014 CHF pour un dollar au lieu de 1,0021 vendredi). La monnaie chinoise s'échangeait à 6,7105 yuans pour un dollar, contre 6,7137 yuans pour un dollar vers 15h30 GMT vendredi. L'once d'or valait 1 303,73 dollars contre 1 302,48 vendredi.

Agences

Japon Excédent commercial en février

LE JAPON a affiché en février un excédent commercial pour la première fois en cinq mois, mais les exportations ont de nouveau fléchi sur fond de ralentissement de l'économie mondiale. Le solde des échanges de marchandises s'est établi à 339 milliards de yens (2,7 milliards d'euros), contre un déficit de 13,8 milliards un an plus tôt, selon des statistiques publiées hier par le ministère des Finances. Les expéditions de biens ont cependant reculé pour le troisième mois d'affilée (-1,2%, à 6 384,27 milliards de yens), même si la baisse a été beaucoup moins prononcée qu'en janvier (-8,4%). Elles ont rebondi vers la Chine (+5,5%) après leur chute de janvier, mais se sont repliées vers plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, ce qui confirme les récentes inquiétudes sur l'affaiblissement du commerce extérieur, traditionnel moteur de la croissance nipponne. La Banque du Japon (BoJ) avait assombri vendredi son diagnostic économique, jugeant que les exportations et la production industrielle étaient affectées par les incertitudes économiques à l'étranger.

R. E.

Ghardaïa

Plus de 1,4 milliard DA de créances à recouvrer par Sonelgaz

■ Les créances impayées détenues par la Sonelgaz sur l'ensemble des abonnés de la wilaya de Ghardaïa à fin février dernier a atteint plus de 1,477 milliard DA, selon un communiqué de presse remis à l'APS par la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz Centre (SDC-filiale de Sonelgaz).

Par Adel N.

Les créances en souffrance ont concerné autant les administrations, les entreprises publiques et les secteurs de l'agriculture et de l'industrie (1,11 milliard DA) que les clients ordinaires ou ménages (36,6 millions DA), précise le communiqué.

Ce manque à gagner qui pèse lourdement et négativement sur la dynamique interne de l'entreprise en matière d'amélioration des prestations de service, est la conséquence directe d'un cumul de créances des années précédentes.

Le cumul des dettes impayées par 41.982 clients représente 30,67% des abonnés de la wilaya qui est estimé à 136.

876 clients, ajoute le communiqué.

Dans ce contexte, les services de la direction de distribution de Ghardaïa s'attellent à sensibiliser les abonnés à s'acquitter de leurs redevances à travers un système de paiement multi-canal qui offre aux abonnés la possibilité de payer les créances dues et autres factures dans les différentes agences postales et bancaires ainsi que dans les points de services de proximité de la Sonelgaz créés dans les différents quartiers urbanisés de la wilaya.

Dans une optique d'optimisation, les services de recouvrement de la société ont entamé des négociations à l'amiable avec des abonnés, une démarche qui s'avère être la meilleure option pour recouvrer

des créances impayées.

La solution est moins longue et moins coûteuse qu'une procédure judiciaire, tout en préservant l'avantage de préserver la relation commerciale, ont souligné les chargés de recouvrement qui signalent que l'entreprise n'a pas été astreinte pour autant à baisser les bras, réalisant des résultats "intéressants", qu'il s'agisse de l'extension du réseau et/ou de l'amélioration de ses prestations.

La wilaya de Ghardaïa totalise 136 876 abonnés au réseau électrique et plus de 81 460 abonnés au réseau du gaz naturel, soit un taux d'électrification de 98,76% et un taux de pénétration de gaz naturel de 75,66%.

Elle dispose également de 5 938 km linéaires de réseau électrique (moyenne et basse



tension), de 3 066 postes transformateurs ainsi que de plus de 1 717 km linéaire de réseau de gaz naturel, 15 distributeurs

publics et une station GPL, selon la même source.

A. N./APS

Khenchela

Les habitants de la commune de Cherchar réclament logements et aménagement urbain

Les habitants de la commune de Cherchar (sud de Khenchela) ont protesté dimanche devant le siège de cette Assemblée populaire communale (APC) pour réclamer des logements et la prise en charge de leurs préoccupations liées à l'aménagement urbain dans plusieurs quartiers de cette localité, a-t-on constaté.

Les protestataires ont bloqué l'entrée principale du siège de l'APC de Cherchar brandissant

des banderoles et demandant l'intervention du wali pour «la prise en considération des revendications».

Approché par l'APS, le représentant des protestataires, Mohamed Salah, a affirmé que «les habitants de Cherchar reprochent au président de l'APC et à ses adjoints le manque d'initiative» et exigent «la réponse à leurs aspirations en tant que citoyens».

Les protestataires ont également saisi les autorités locales pour dénoncer «l'absence de projets de développement dans cette commune» et «le déficit en équipements publics» ainsi que «la marginalisation qu'ils endurent depuis 15 ans».

Approché par l'APS, le P/APC de Cherchar, Hakim Mebarki, a attribué la fermeture du siège de l'APC à «des opposants motivés

par des intérêts personnels», dénonçant «la manipulation des scolaires mineurs» dans la fermeture du siège de cette collectivité locale.

L'édile a par ailleurs assuré qu'il œuvre ainsi que tous les membres de l'assemblée pour répondre aux préoccupations des citoyens, soulignant que «les portes de l'APC demeurent ouvertes pour toute doléance».

Il a ajouté, dans ce contexte, que «prochainement la commune de Cherchar verra la distribution de 274 logements», ainsi que l'inscription de plusieurs projets d'aménagement urbain et le raccordement aux réseaux du gaz et de l'électricité de plus de 20 groupements d'habitations rurales relevant de cette collectivité locale.

Ali T.

Mila

Plus de 211 000 euros d'exportations au cours des deux premiers mois

La valeur des exportations de la wilaya de Mila lors des deux premiers mois de l'année 2019 a atteint 211 217 euros, a-t-on appris dimanche de la Chambre de commerce et d'industrie / CCI-Béni Haroun.

Douze opérations d'exportations d'une valeur de 211 217 euros ont été enregistrées durant cette période, a indiqué la même source, détaillant que de l'huile d'olive, de la fibre de poly-

ester et de l'oignon sauvage ont été exportés vers la Tunisie et l'Italie. La quantité de fibres de polyester, fabriquée dans une unité de production privée dans la zone industrielle de Chelghoum-Laid exportée vers la Tunisie, a atteint les 119 190 kg pour un montant de 118 451 euros, a-t-on relevé. Aussi, 200 tonnes d'oignon sauvage ont été exportés par un opérateur privé de la commune de Zeghaïa vers

l'Italie pour une facture s'élevant à 84 765 euros, tandis que 1 820 litres d'huile d'olive provenant d'une exploitation privée dans la commune d'Oued Nedja ont été écoulées en Tunisie pour 8 000 euros, a-t-on ajouté.

Il a également été révélé que le chiffre des exportations réalisé durant ces mois de janvier et de février, est «presque identique» à celui enregistré durant la même période l'an dernier, où la valeur

des 5 produits ayant trouvé preneurs à l'étranger a atteint les 252 439 euros.

Les responsables de la CCI-Béni Haroun restent par ailleurs optimistes quant à l'augmentation du volume des exportations de la wilaya dans les jours à venir, annonçant à cet effet qu'une opération d'exportation est «prévue avant la fin de ce mois».

Hani Y.

Tébessa/Commune de Ma Labiod

Attribution «courant 2019» de 1 000 logements

Pas moins de 1 000 logements, toutes formules confondues, seront attribués «courant 2019» dans la commune de Ma Labiod, distante de 28 km au Sud de Tébessa, a indiqué dimanche le président de l'Assemblée populaire communale (APC).

La cadence des travaux avance à un rythme «appréciable», a précisé Noureddine Mrah, soutenant que le chantier est en phase de parachèvement des raccordements des logements aux réseaux divers, assainisse-

ment et alimentation en eau potable (AEP) notamment. Pour ce qui est des aménagements extérieurs, dont notamment l'ouverture des routes et l'éclairage public, a relevé M. Mrah, ils avancent conformément au programme établi. L'édile a relevé que ce programme concerne la distribution de trois lotissements sociaux à Ma Labiod, comprenant plus de 600 lots de terrain pour construction individuelle, où les travaux d'aménagement sont achevés, en attendant

«l'annonce dans les meilleures délais des listes définitives des bénéficiaires». Au moins, 240 logements publics locatifs (LPL) seront attribués également «au cours du premier trimestre de l'année 2019», ajouté à cela 65 aides financières pour le logement rural dans plusieurs villages et mechtas, ainsi que 40 unités de logement promotionnel aidé (LPA) dont le chantier a été lancé au début de cette année, a souligné Noureddine Mrah.

Slim O.

Béchar Saisie de plus de trois quintaux de kif traité

UNE IMPORTANTE quantité s'élevant à 315 kg de kif traité a été saisie dimanche par un détachement de l'Armée nationale populaire, lors d'une opération menée dans la localité frontalière de Béni Ouenif, dans la wilaya de Béchar, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et lors d'une opération de qualité menée dans la localité frontalière de Béni Ouenif, wilaya de Béchar, un détachement de l'Armée nationale populaire a saisi, le 17 mars 2019, une quantité considérable de kif traité s'élevant à trois quintaux et quinze kilogrammes de kif traité chargée à bord d'un véhicule tout-terrain, ainsi qu'une paire de jumelles», précise le communiqué.

M. L.

Tunisie/ Appel à l'unification des forces politique

Lancement d'un collectif politique et citoyen «Qadiroun»

■ Une nouvelle initiative politique, progressiste et sociétale, baptisée «Collectif Qadiroun» a été lancée, dimanche, à Tunis, regroupant des partis politiques, des associations et des personnalités nationales, alors que les forces politiques ont été appelées à se réunir autour d'un «front électoral unifié» en prévision des prochaines échéances électorales, a rapporté l'agence de presse TAP.

Par Samah N.

Selon ses fondateurs, ce collectif se distingue de «l'aspect statique» des partis politiques, qui ont opté pour la centralisation du pouvoir.

D'après sa charte, Qadiroun est une initiative qui cible toutes les régions du pays et vise à former une large coalition politique et démocratique, apte à réussir les prochaines échéances électorales en misant sur une action différente au sein de ses structures.

«La prise de décisions sera exercée d'une manière démocratique, loin des tractations politiques, sur la base d'un pouvoir décentralisé afin de permettre à chaque région de choisir son propre candidat aux législatives», selon cette charte.

Mohamed Ben Romdhane, coordinateur général du collectif, a indiqué que cette initiative a pour objectif de faire sortir le pays de la crise actuelle, précisant que «*hormis le mouvement Ennahdha, le seul parti politique organisé et structuré, toutes les forces démocratiques sont dispersées.*»

«Il faut admettre que le paysage politique actuel se caractérise par un déséquilibre», a-t-il lancé, ajoutant que ce collectif se présente comme une nouvelle alternative qui pourrait faire sortir la Tunisie d'une crise qu'elle n'a jamais connue au fil de l'histoire.

Ben romdhane a affirmé que cette initiative regroupe actuellement entre 150 et 200 fondateurs, dont le parti Al Mostakbal

(l'Avenir) présidé par Tahar Ben Hassine et le Mouvement démocratique conduit par Néjib Chebbi. Le parti Al Massar décidera de son intégration à cette coalition, après la tenue de son congrès prévu le 6 avril prochain, a-t-il ajouté.

Dans une déclaration à la presse, Néjib Chebbi a indiqué que «*les partis politiques ne sont pas capables d'opérer un changement de manière individuelle*», appelant «*les partis politiques et sociétés civiles à se regrouper pour rééquilibrer la scène politique.*»

M. Chebbi a en outre indiqué que le choix du candidat du collectif à l'élection présidentielle sera effectué à travers l'organisation d'élections préliminaires au sein de ses structures de l'initiative.

De son côté, Fathia Saidi, représentante du parti Al Massar dans le collectif, a souligné que cette initiative, contrairement aux précédentes, telles que l'Union pour la Tunisie et le Front du salut, a été élaborée dans le cadre d'une approche participative dont l'action émerge des

bases.

Les forces politiques appelées à se réunir autour d'un «front électoral unifié»

D'autre part, le président du parti El Badil Ettounsi, Mehdi Jomâa, a exhorté «*les forces politiques modernistes et progressistes à se réunir autour d'un front électoral unifié, qui constitue une alternative à la dispersion actuelle des partis.*»

Lors d'un meeting populaire organisé dimanche à Sidi Bouzid, M. Jomâa a fait porter la responsabilité aux parties concernées n'ayant pas réussi à établir des consensus sérieux et rapides pouvant les regrouper autour d'une vision, d'un programme et d'une équipe de travail, afin de permettre à la majorité dans la société de devenir une majorité au pouvoir.

Il a indiqué que «*la dégradation de la situation économique et sociale requiert d'un nouveau contrat national qui prend en compte la corrélation entre les dimensions juridiques, écono-*



miques et les droits sociaux, outre la préservation des libertés et des acquis d'un état civil et démocratique.»

Jomâa a insisté sur le besoin de cette région de développer l'agriculture, le tissu industriel et les industries de transformation pour trouver des solutions au chômage des jeunes et renforcer les mécanismes de formation et d'encadrement selon les spécificités de développement de la région.

Le président du parti a évoqué, à cette occasion, «*la dégradation des indicateurs économiques, et l'échec du gouvernement actuel à tenir ses promesses, notamment en matière des grandes réformes*», soulignant que «*la Tunisie a besoin*

aujourd'hui d'une alternative pour la reconstruction et la réforme.»

Il a, dans le même sillage, mis l'accent sur l'importance de s'appuyer sur des politiques susceptibles de mobiliser les investisseurs dans le secteur privé à travers la résolution des problèmes fonciers, la modernisation de l'infrastructure de base et le développement des services, pour faire de la région une locomotive de développement agricole en Tunisie.

Il a enfin appelé le gouvernement à «*favoriser le bon déroulement des élections dans un climat de liberté et de transparence et garantir la neutralité de l'administration et l'indépendance des médias.*»

S. N./APS

14 personnes arrêtées pour tentative d'émigration clandestine

Qatorze personnes ont été arrêtées par une patrouille militaire de la base navale de la Goulette (banlieue nord de Tunis) pour tentative d'immigration clandestine, a rapporté le ministère tunisien de la Défense dimanche, cité par l'agence TAP.

«Une patrouille de la Marine nationale à La Goulette a intercepté, dans la nuit de samedi, 14 Tunisiens qui projetaient de franchir illégalement la frontière, à travers le port

commercial de La Goulette», rapporte un communiqué du ministère de la Défense nationale, cité par l'agence.

«Les personnes interpellées, âgées entre 14 et 25 ans, ne disposant d'aucune pièce d'identité, ont été transférées aux unités sécuritaires, pour prendre les mesures nécessaires à leur rencontre», poursuit le texte. La Tunisie est considérée comme l'un des principaux «ponts» pour les émigrants clandestins

désireux d'un monde meilleur de l'autre côté de la Méditerranée et représente l'un des principaux points d'accès à l'Union européenne (UE).

L'îlot italien de Lampedusa demeure, dans ce sens, le premier territoire européen convoité par ces émigrants vu qu'il n'est distant des côtes tunisiennes que de 80 kilomètres.

R. M.

Libye

L'armée libère des otages dans le sud du pays

Larmée libyenne a annoncé avoir libéré plusieurs otages kidnappés par des hommes armés dimanche dans le sud du pays, ont rapporté hier des médias locaux.

«Une mission de combat a

permis de tuer trois mercenaires, d'en capturer deux autres et de libérer un certain nombre d'otages», a déclaré Miloud al-Zwai, porte-parole des forces spéciales de l'armée libyenne, ont ajouté les mêmes sources.

«Les hommes armés en question étaient impliqués dans des meurtres et des vols à main armée dans la région», ont poursuivi les mêmes sources. Les forces armées, sous contrôle du maréchal Khalifa Haftar, ont réussi

à reprendre le contrôle de la majeure partie du sud de la Libye depuis le lancement d'une opération de lutte contre la criminalité à la mi-janvier. Samedi, un policier libyen a été tué et un autre blessé dans une attaque

dans la ville de Sabha, au sud de la Libye, a déclaré une source proche des forces de sécurité.

Des hommes armés à bord d'un véhicule ont tiré aveuglément sur le commissariat de police de la ville, tuant immédiatement le policier, a déclaré la source citée par des médias locaux.

Deux des quatre hommes armés ont été arrêtés. Le mobile de l'attaque n'est pas encore connu, selon la même source.

L'armée libyenne a pris en janvier dernier le contrôle de Sabha, la plus grande ville au sud de la Libye.

Omar K.

Mauritanie

Un ancien Premier ministre annonce sa candidature à la présidentielle de juin

Lancien Premier ministre mauritanien, Sidi Mohamed Ould Boubacar, a annoncé officiellement samedi soir sa candidature à l'élection présidentielle prévue en juin 2019, ont rapporté les médias.

«Suite à un examen approfondi de la situation du pays, à la nécessité d'une alternance démocratique pacifique et conformément aux résultats des contacts et discussions élargis

que j'ai entrepris avec les divers acteurs politiques et les forces vives du pays, j'ai décidé de présenter ma candidature, en tant que candidat indépendant, à la prochaine élection présidentielle», a annoncé M. Ould Boubacar, dans une déclaration écrite. M. Ould Boubacar, qui était Chef du gouvernement mauritanien de 1992 en 1996, sous la présidence de Maouya Ould Sid Ahmed

Taya, et de 2005 en 2007, pendant la transition démocratique ayant suivi la chute de Maouya Ould Sid Ahmed Taya. Il est le deuxième candidat ayant déclaré sa candidature à la prochaine présidentielle en Mauritanie, après Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed (dit Ghazwani), soutenu par le parti au pouvoir.

M. L.



Nouvelle-Zélande

Durcissement de la législation sur les armes

■ La Nouvelle-Zélande a annoncé hier un durcissement de sa législation sur les armes après le carnage commis dans deux mosquées par un suprémaciste blanc qui a décidé de se défendre seul devant la justice.

La Première ministre Jacinda Ardern a assuré que la coalition gouvernementale était unie sur la nécessité de restreindre l'accès du public aux armes dont Brenton Tarrant est accusé de s'être servi vendredi pour tuer méthodiquement 50 fidèles dans deux mosquées de Christchurch, localité de l'île du Sud. «*Nous avons pris une décision en tant que gouvernement, nous sommes unis*», a annoncé M^{me} Ardern, flanquée de Winston Peters, son vice-Premier ministre et partenaire au sein de la coalition au pouvoir. Le parti de M. Peters, New Zealand First, opposé jusque-là à de telles mesures, a apporté son soutien total aux réformes. «*La réalité c'est qu'après 13h00 vendredi, notre monde a changé à jamais et nos lois feront de même*», a-t-il lancé, alors que le pays tente de comprendre comment le pire massacre de musulmans dans un pays occidental de

l'histoire récente a pu se produire dans un archipel réputé paisible. M^{me} Ardern a également annoncé l'ouverture d'une enquête interne sur une attaque qui pose de nombreuses questions sur le fait que Brenton Tarrant, fasciste autoproclamé, n'ait pas attiré l'attention des agences de renseignement. Les réseaux sociaux sont également sur la sellette en raison de la diffusion en direct sur Facebook, pendant de longues minutes, du carnage filmé par son auteur, un ressortissant australien de 28 ans. Si le groupe américain a dit avoir supprimé 1,5 million de vidéos, les réseaux sociaux sont montrés du doigt pour n'avoir pas bloqué les images en «*temps réel de l'attaque terroriste*». Un jeune de 18 ans a été inculpé à Christchurch pour avoir relayé la vidéo mais aussi mis en ligne une photographie de la mosquée al-Nour avec la mention «*cible atteinte*», et pour incitation à la violence. Cette tragédie a provo-



R.F. / D.R.

qué une onde de choc en Nouvelle-Zélande, pays de cinq millions d'habitants dont 1% se disent musulmans, réputé pour sa tradition d'hospitalité. Des Néo-Zélandais de tous bords continuant à manifester hier leur dégoût face aux attaques, et leur refus de la haine raciale. Une cérémonie maorie de purification s'est tenue à la mosquée al-Nour, réunissant des Néo-Zélandais indigènes, les dirigeants de la communauté musulmane et les autorités locales. Puis des étudiants se sont présentés sur les lieux pour déposer des gerbes de fleurs et allumer des bougies. D'autres ont participé à un nouveau haka, danse traditionnelle maorie, en hommage aux défunts. A Auckland, les élèves du collège Orewa se sont rassemblés pour créer la forme d'un cœur ainsi que le message «*Kia Kaha*», ou «*Soyez forts*» en langue maorie. Au crépuscule, la famille et les amis des victimes ont prié devant la mosquée al-

Nour, leurs clameurs lancinantes résonnant dans un parc proche. «*Où que vous soyez, vous pouvez prier*», a dit à l'AFP Saiya Raza, venu d'Auckland pour enterrer son cousin. Les organisateurs de la plus grande foire aux armes de Nouvelle-Zélande, le Kumeu Militaria Show, près d'Auckland, ont annoncé l'annulation de l'événement du fait des massacre et des «*risques élevés pour la sécurité*». La Nouvelle-Zélande avait déjà renforcé la législation sur les armes dans les années 1990 mais les lois sur la détention d'armes à feu sont restées assez permissives. La quasi-totalité de ceux qui demandent un port d'armes obtiennent satisfaction. Brenton Tarrant, qui avait fait lors de son inculpation le signe de reconnaissance des suprémacistes blancs, a limogé hier son avocat commis d'office. Celui-ci a précisé que l'extrémiste australien voulait «*assurer seul sa défense dans cette enquête*». «*Il est apparu comme quelqu'un de rationnel*

et qui ne souffre pas d'un handicap mental». Au terme de la loi néo-zélandaise, il sera renvoyé en procès s'il plaide non coupable, ce qui rend possible une confrontation avec les survivants et les familles des victimes. Mustafa Farouk, président de la Fédération des associations islamiques de Nouvelle-Zélande a déclaré qu'il avait foi en la justice. «*En tant que communauté, nous aimerions que cette personne soit traitée de manière équitable, qu'on lui donne tous ses droits*», a-t-il dit. «*Nous croyons en la justice ici et nous savons qu'elle fera ce qu'il faut*». Parallèlement, l'impatience monte parmi les familles qui réclament les corps de leurs proches, la coutume musulmane prévoyant d'inhumer un défunt dans les 24 heures suivant le décès. Des ouvriers creusaient des dizaines de tombes dans un cimetière de Christchurch. Les médecins légistes ont dit espérer être en mesure de satisfaire les familles rapidement, tout en soulignant qu'ils devaient procéder avec précaution dans leur enquête. Selon une liste qui circule parmi les familles, les personnes tuées avaient entre trois et 77 ans. Certaines victimes étaient originaires du quartier, d'autres de pays aussi lointains que l'Égypte. Au moins deux des morts appartenaient à la même famille, un père et un fils. New Delhi a annoncé dimanche que cinq de ses ressortissants avaient été abattus, le Pakistan a fait état de neuf morts, dont une personne tuée en tentant d'arrêter le tueur. Trente-et-une personnes sont toujours hospitalisées, dont neuf dans un état critique.

Rosa C.



Impuissance Fermeté

Par Fouzia Mahmoudi

Si au tout début du mouvement des «*gilets jaunes*» la classe politique l'avait rejeté en le considérant comme un mouvement émanant de l'extrême-droite, sa soudaine énorme popularité auprès des Français l'a rendu attractif pour de nombreuses personnalités. Laurent Wauquiez, président des Républicains, comme beaucoup d'autres, avait alors tenté de profiter du mouvement pour gagner en sympathie. Mais aujourd'hui, alors que les «*gilets jaunes*» ne sont plus autant appréciés que par le passé, le patron de la droite change son fusil d'épaule et réclame à Emmanuel Macron et au gouvernement une «*fermeté à la hauteur de la violence*» qui a de nouveau explosé samedi à Paris lors d'une nouvelle manifestation, fustigeant les «*limites*» «*en même temps*» en matière régalienne. Le chef de file des sénateurs, LR Bruno Retailleau, auteur de la proposition de loi «*anticasseurs*» initiale, a de son côté appelé hier soir dans un communiqué le chef de l'État, la majorité LREM et le gouvernement à «*cesser de tergiverser*» et à la mettre en œuvre «*rapidement*». Dans un texte publié sur sa page Facebook, Laurent Wauquiez accuse pour sa part le président Macron, ainsi que le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, «*dont la crédibilité est maintenant gravement atteinte*» selon lui, d'avoir «*sous-estimé la violence*» et de ne pas avoir apporté de «*réponse à la hauteur de la crise*». Il a manqué un cap clair, à l'image de leur attitude sur la loi anticasseurs : on ne peut avoir un président qui la soutient un jour et qui le jour d'après saisit (le) Conseil constitutionnel. Ce «*en même temps*» en matière régalienne a plus que montré ses limites. Il faut adopter la seule politique qui vaille maintenant : celle de la fermeté à la hauteur de la violence, écrit Wauquiez. Le patron de LR interroge : «*Pourquoi le président de la République refuse-t-il depuis le début d'interdire les manifestations quand il y a des craintes de menace à l'ordre public, quand elles ne sont pas déclarées ou quand elles ne respectent pas les itinéraires annoncés ? (...) Pourquoi le pouvoir ne prononce-t-il pas des assignations à résidence contre les éléments les plus violents pour les empêcher de manifester ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'interpellations avant les samedis de manifestations ?*» «*Pourquoi si peu d'interpellations ce samedi, quelque 200, alors que du propre aveu de Castaner il y avait au moins 1 500 casseurs à Paris ?*», note-t-il, en demandant «*que les groupuscules les plus violents qui constituent les noyaux durs des manifestations, les fameux black blocs, soient dissous*». La porte-parole du parti, Lydia Guiroux, a réclamé hier soir sur France 3 la démission de Christophe Castaner, qui n'est «*pas à la hauteur*». Éreinté par l'opposition, l'exécutif a promis de nouvelles mesures sécuritaires dès hier pour pallier les «*dysfonctionnements*» apparus lors du saccage samedi des Champs-Élysées qui a relancé la crise des «*gilets jaunes*» dont Emmanuel Macron voulait sortir par le grand débat. Ainsi, la droite semble aujourd'hui oublier ses soutiens d'hier et veut se positionner comme la voix de la fermeté face aux contestataires en jaune dont les manifestations de samedi en samedi pointent du doigt quarante ans de politique française destructrice pour les classes les plus pauvres.

F. M.

Israël

Pompeo s'invite auprès de Netanyahu en pleine campagne électorale

Engagé dans une bataille incertaine pour sa réélection, Benjamin Netanyahu va recevoir cette semaine la visite du chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo avant de s'envoler à son tour pour Washington rencontrer Donald Trump, soutien de poids d'Israël et de son Premier ministre. Le secrétaire d'État entame aujourd'hui une nouvelle tournée au Moyen-Orient qui le mènera, jusqu'à samedi, au Koweït puis à Jérusalem et enfin à Beyrouth. «*Le dénominateur commun pour chaque étape sera d'aider ces pays à renforcer leurs efforts pour contraindre la République islamique d'Iran*», a déclaré Mike Pompeo la semaine dernière. L'administration Trump a fait de la lutte contre l'*«influence déstabilisatrice»* de l'Iran l'axe principal de sa politique dans la région et multiplie les initiatives pour la mettre en scène : le ministre des Affaires étrangères a déjà fait un

long voyage au Moyen-Orient en janvier pour appeler à l'*«unité»* contre cet ennemi, puis a organisé une conférence en Pologne en février pour tenter, sans grand succès, d'élargir sa «*coalition*» contre Téhéran. A Jérusalem, le sujet devrait dominer les échanges tant Israël est l'un des principaux alliés des Américains dans cette confrontation régionale. Mike Pompeo «*va réaffirmer à ses interlocuteurs ainsi que publiquement*» le «*soutien inébranlable*» de l'administration Trump «*à la sécurité d'Israël et à son droit à l'autodéfense*», a déclaré un haut responsable américain avant la visite. Ce sera surtout l'occasion de s'entretenir avec Benjamin Netanyahu juste avant les législatives du 9 avril. Un soutien bienvenu pour celui qui se bat pour rester au pouvoir malgré la menace d'une inculpation pour corruption, même si Washington se défend de toute ingérence dans la politique

israélienne. Le secrétaire d'État va rencontrer Benjamin Netanyahu «*en tant que chef du gouvernement d'Israël*» car les intérêts partagés par les deux pays «*ne sont pas suspendus en raison du cycle électoral*», a expliqué le haut responsable américain. Et donc il «*rencontrera pas d'autres candidats*», notamment Benny Gantz et Yaïr Lapid, à la tête d'une alliance centriste qui met en péril les ambitions du Premier ministre. Malgré les déboires judiciaires de ce dernier, Donald Trump lui a apporté un soutien sans détours. «*Il fait un excellent travail en tant que Premier ministre*», a-t-il lancé fin février. «*Il est dur, il est intelligent, il est fort.*» Or le milliardaire républicain, qui s'est aliéné beaucoup d'alliés traditionnels des États-Unis à force de les bousculer, jouit au contraire d'une aura à toute épreuve en Israël.

1^{er} Festival du court métrage de la ville d'Ain Kebira

28 œuvres filmiques en lice

■ La première édition du court métrage de la ville de Ain Kebira (nord de Sétif), placée sous le slogan «Jeunesse-éthique-créativité», s'est ouverte dimanche avec la participation de 28 œuvres créatives de jeunes amateurs venus de plusieurs wilayas du pays.

Par Adéla S.

S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture de cet événement culturel, dans la salle de cinéma Rabah-Bitot de la même ville, Driss Kadideh, directeur artistique de ces journées nationales du court métrage et également directeur de l'Institut national de l'audiovisuel, a affirmé que cette édition, s'étalant sur trois jours, verra la participation de 28 jeunes amateurs d'audiovisuel, dont les quatre premiers lauréats recevront des prix oscillant entre 40 000 à 100 000 DA.

Ce même responsable a souligné, à ce propos, que cet événement a été organisé par l'Office des établissements de jeunes (Odej) et la Ligue des activités scientifiques et culturelles de la wilaya de Sétif, en coordination avec l'association locale «Maison de jeunes», et ce, dans le cadre des célébrations commémorant la fête de la Victoire (19 mars). Il a ajouté

que les œuvres participant à cette édition sont des courts métrages de fiction d'une durée variant de 2 à 24 minutes, consacrés à divers sujets en rapport avec la jeunesse et la société, à l'instar des deux œuvres projetées à l'ouverture de cette première édition et qui traitent notamment des droits de l'enfant bafoués durant la guerre.

Il s'agit de «Zamen Erramed» (le temps des cendres) du réalisateur Farid Saifi de Biskra, d'une durée de 5 minutes, et «Essiraâ» (le prisonnier) du réalisateur Djamel Eddine Zerari de Bouira, dont le court métrage se penche sur la vision négative de la société à travers le mariage d'un jeune homme aux besoins spécifiques. Selon M. Kadideh, l'événement compte également deux ateliers de formation, le premier ouvert au grand public, encadré par un spécialiste qui abordera les principes préliminaires d'une œuvre audiovisuelle, alors que le second, dédié aux participants et encadré également par un spécialiste, vise à



«corriger les idées préconçues du travail cinématographique».

Dans un court métrage de 20 minutes, l'un des plus longs de cette manifestation, intitulé «Essiraâ» (le conflit), Houssam-Eddine Ossmani de Sétif a traité, pour sa part, de la déviance de la jeunesse à travers l'histoire d'un jeune homme jouant au football, en tant que gardien dans un club populaire et qui se

retrouve exposé durant une période de passage à vide, à la pression des supporters.

Contrairement d'arrêter le sport, il sombre dans les abîmes de la déviance avant d'en être extrait par certains des personnes bienveillantes. De son côté, le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya, Aziz Tahir, a estimé que cet événement, qui constitue une occasion pour les jeunes

amateurs de mettre en valeur leurs compétences dans le domaine, a pour objectif de les encadrer et les former, en sus de créer une atmosphère compétitive parmi les participants et de développer leurs talents en les accompagnant dans la production audiovisuelle et cinématographique, mais aussi en encourageant les échanges d'expériences.

A. S./APS

Culture/Théâtre/Spectacle

Batna : la pièce «Aouhème El Ghaba» régale les enfants amateurs de théâtre

La pièce «Aouhème El Ghaba» (Les illusions de la forêt), destinée aux enfants et produite par le théâtre régional de Batna (TRB) en collaboration avec la coopérative «Rabié» pour la culture et les arts, a régalé les amoureux du théâtre, lors de sa présentation, samedi soir, en avant-première. Réalisée et adaptée au théâtre par l'artiste Issam Khenouche, qui s'est inspiré d'un texte de l'écrivain et dramaturge irakien Kassim Matroudi, cette pièce a drainé un grand nombre d'enfants à tel point que la salle du théâtre de Batna n'a pas pu contenir ces nombreux spectateurs en herbe, venus en com-

pagnie de leurs parents. La pièce relate l'histoire d'un conteur ambulant proposant ses services aux animaux de la forêt, alors que ces derniers se moquent de lui et refusent d'écouter ses récits qu'ils considèrent comme désuets et dépassés, préférant s'adonner aux jeux électroniques.

Chagriné par leur indifférence, le conteur décide de leur donner une leçon à sa manière avec le concours d'un oiseau sage qui s'est déguisé en renard et ouvert un commerce au sein de la forêt, faisant croire à ses occupants qu'il réalisera de beaux habits à celui qui lui ramènera du miel. Puis les évé-

nements s'enchaînent jusqu'à la fin de la pièce où tout le monde découvre le piège dans lequel leur orgueil les a fait tomber, celui de l'illusion que le conteur a réussi à vendre contre du miel. Et quand finalement les animaux demandent au conteur de leur raconter une belle histoire, il leur répond que celle vient juste de se terminer et qu'ils en étaient les héros sans qu'ils se soient rendu compte de la ruse dont ils ont fait l'objet.

La pièce, qui a duré une heure, a suscité un intérêt certain de la part du public qui a suivi avec intensité les faits se succédant les uns aux autres, en plus de la musique et des couleurs

qui n'ont pas manqué d'optimiser le spectacle. Dans une déclaration à l'APS, le dramaturge Faouzi Benbrahim qui assistait à la représentation de cette pièce, a relevé que «les acteurs et le réalisateur ont présenté une œuvre complète, sur le plan scénographique et musical, mais aussi sur le plan de la performance en essayant d'incarner les spécificités de chaque animal». Quant au réalisateur de la pièce, Issam Khenouche, il a affirmé que «Aouhème El Ghaba» vient enrichir les œuvres théâtrales destinées aux enfants dans la capitale des Aurès, précisant que celle-ci est la première initiative de la coopérative «Rabié»

pour la culture et les arts de Batna. Il a également regretté que de nombreux enfants n'aient pas pu assister au spectacle, à cause d'une salle comble qui s'est avérée trop exigüe pour contenir tous les amateurs de théâtre. Ayant appris le b.a.-ba du théâtre au sein de l'association El Masira du théâtre libre, où il côtoya plusieurs figures théâtrales à la fin des années 1980 et 1990, à l'instar du regretté Abdelatif Leboukhe (Tatif), Mahieddine Bouzid (Mahiou) et Azzedine Bensaid, M. Khenouche a indiqué que «cette pièce est dédiée au défunt Mahieddine Bouzid, décédé en octobre 2018, laissant une empreinte indélébile au théâtre pour enfants notamment, comme acteur et créateur, en vouant sa vie au père des arts, en dépit de son handicap».

De son côté, le directeur du théâtre de Batna, Djamel Noui, a affirmé que la pièce, première production de la saison théâtrale de l'année 2019, sera suivie de 3 autres œuvres qui seront programmées au cours de cette même année.

Racim C.

60^e Salon international du livre de Québec Yasmina Khadra président d'honneur

L'auteur algérien Yasmina Khadra sera le président d'honneur du 60^e Salon international du livre de Québec (SILQ) qui se déroulera du 10 au 14 avril, annoncent les organisateurs sur leur site internet.

Le SILQ se tiendra au Centre des congrès de Québec (Canada). Il accueillera quelque 1 100 auteurs et 550 maisons d'édition.

«J'espère de tout mon cœur que le salon

sera le rendez-vous de toutes les convivialités et de tous les partages. Le Canada a toujours défendu les arts, la littérature et la langue française, pour moi c'est un devoir de me joindre à ce projet», a déclaré l'auteur de la trilogie «Les hirondelles de Kaboul», «L'attentat» et «Ce que le jour doit à la nuit» dans une vidéo enregistrée depuis son bureau à Paris.

Il s'est dit «très fier» d'avoir été choisi comme président d'honneur du SILQ au Canada, «le pays du froid qui fait chaud au cœur».

Yasmina Khadra, de son vrai nom Mohamed Moulessehouli, est né le 10 janvier 1955 à Kenadsa dans le Sahara algérien. «Khalil» est le dernier roman de l'écrivain paru en 2018.

M. L.

Littérature

«Haras de femmes» d'Amin Zaoui traduit à l'italien

Le roman «Haras de femmes» de l'écrivain Amin Zaoui a été traduit à l'italien par Anna Maria Mangia sous le titre «Stazione di monta per donne» et paru aux éditions italiennes «Argo», a annoncé l'auteur sur

sa page Facebook. La traduction à l'italien du roman «Haras de femmes», sorti en 2002, est la deuxième traduction consacrée à une œuvre d'Amin Zaoui par M^{me} Mangia, après celle faite en 2003 du livre «La soumission»,

paru en 1998. Amin Zaoui dont la bibliographie comporte des romans écrits en langues arabe et française, a publié en 2007 chez Fayard/Barzakh «Festin de mensonges» qui a été traduit en quatre langues en 2012 : anglais,

italien, albanais et serbe. Né en 1956 à Tlemcen, Amin Zaoui est écrivain, universitaire et chroniqueur dans des quotidiens nationaux et étrangers. Il a produit et animé des émissions à la télévision et la radio, consacrées à la

littérature et la philosophie. Il a dirigé la Bibliothèque nationale d'Algérie entre 2000 et 2008 en transformant ce lieu en un véritable pôle culturel et un espace de débat intellectuel par excellence.

K. L.



Ligue 2 Mobilis (23^e journée/matches en retard)
L'ASO bat la JSMB

L'ASO a réalisé une bonne opération à Béjaïa en battant l'équipe locale, la JSMB (2-0), alors que l'ES Mostaganem et l'USM Annaba se sont séparées sur un score nul (0-0), en matchs de mise à jour de la 23^e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, disputé

dimanche. Grâce à cette victoire, l'ASO remonte à la 2^e place avec 42 points à trois longueurs du leader, le NC Magra, alors que la JSMB recule à la 9^e place (34 pts), devancée par l'USM Annaba auteur d'un nul à Mostaganem.

Championnats arabes d'athlétisme
Les internationaux algériens se contentent de deux minima

LES ATHLÈTES Mohamed Amine Fodil (hauteur) et Nabila Bounab (disque) sont les seuls parmi les internationaux algériens engagés dans la «Journée Elite», disputée samedi à Béjaïa, à avoir réussi les minima requis pour participer aux prochains Championnats arabes d'athlétisme, prévus du 5 au 8 avril 2019 au Caire (Egypte). Fodil a enregistré 2,15m sur la hauteur, soit le minimum exigé par la Direction technique nationale, alors qu'au lancer du disque, Nabila Bounab a réussi un joli jet, mesuré à 44,19m, contre les 44.00 m exigés par la DTN. De son côté, le demi-fondiste Hocine Zorkane a raté de trois centièmes de seconde les minima exigés, car ayant réalisé un chrono de 3.40.03, alors que la DTN voulait au moins 3.40.00.

Cette Journée Elite a été jumelée avec une Journée jeunes talents, et les deux compétitions se sont conjointement déroulées au stade d'athlétisme de Souk El Ténine, situé à l'est de Béjaïa. Si les athlètes de l'Elite (seniors) visaient les prochains Championnats arabes, leurs homologues des catégories U18 et U20, eux, espéraient se qualifier pour les prochains Championnats d'Afrique, prévus du 16 au 20 avril 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire). La demi-fondiste Nouara Lamzaoui compte parmi les athlètes qui ont profité de cette opportunité pour se qualifier, en réalisant un chrono de 2.14.06 sur le 800m de la catégorie U18, alors que la Direction technique nationale avait exigé 2.16.50.

Tennis de Table/Championnat d'Algérie individuel jeunes
La compétition reportée

LE CHAMPIONNAT d'Algérie individuel «jeunes» de tennis de table, initialement prévu du 14 au 16 mars 2019 à Tizi-Ouzou, a été reporté au week-end prochain (22-23) au même lieu, rapporte le site de la Fédération algérienne (FATT). Organisée par la ligue de tennis de table de Tizi-Ouzou (LTTT), en collaboration avec la Direction de la Jeunesse et des Sports de la

wilaya, la compétition aura lieu à la salle omnisport du 1^{er} Novembre, avec la participation des catégories : U10, U12, U15 et U18, avec le même nombre d'effectif de six joueurs par catégorie. La compétition regroupera les qualifiés suite au Tour Final des Opens fédéraux jeunes et sont au nombre de 48 pongistes (garçons et filles).

Festival équestre du Dahra à Mostaganem
Sahraoui Sami haut la main

LE CAVALIER Saharoui Sami du club Haras Etoile de l'Est de Constantine a remporté, samedi, le grand prix deux étoiles comptant pour la première semaine de la 21^e édition du Festival national du Dahra de saut d'obstacles, disputé au centre équestre Tadlaoui-Abdelkader, dans la commune de Sayada, à Mostaganem. Le cavalier Saharoui Sami, qui monte le cheval «Shilling de Keos» a réalisé un parcours sans fautes, devançant Abderrahim Benmouhoub du club hippique de la Mitidja de Blida sur son cheval «Unesco des monts», classé deuxième et qui a terminé sa prestation également avec un parcours sans fautes, alors que la troisième place est revenue à Souan Fethi du club hippique de Relizane sur sa monture «Coltere». Le public nombreux présent aux différentes épreuves de ce concours a chaleureusement applaudi les cavaliers. Treize épreuves se sont déroulées lors de cette première étape de ce festival national équestre,

les plus en vue étant les grands prix seniors sur des obstacles de 1,35 mètre, offrant un beau spectacle aux mordus du cheval et jugés d'un niveau technique appréciable, selon les spécialistes présents.

Coupe de la Confédération africaine (Groupe D)
/ NAHD - Zamalek (0-0)

L'absence de Gasmi a pesé sur le Nasria

■ Le représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine, le Nasr Hussein Dey, a payé cash l'absence de son meilleur buteur Ahmed Gasmi, blessé, ce qui a conduit à son élimination de l'épreuve dimanche après-midi, après avoir été tenu en échec par le Zamalek d'Egypte lors de la 6^e et dernière journée de la phase de poules, disputée au stade du 5-Juillet.



Par Mahfoud M.

En effet, troisièmes de leur groupe, ex aequo avec les Angolais du Petro Atlético avec sept points chacun, les Sang et Or devaient impérativement l'emporter lors de cette ultime journée pour se qualifier, alors que les Egyptiens, solides leaders avec 8 points, pouvaient, eux, espérer aller en quarts, même en se contentant d'un nul (0-0). Donc, à la faveur de ce résultat, c'est le Zamalek qui se qualifie en quarts de finale, en compagnie des Kényans de Gor Mahia, ayant dominé de leur côté le Petro Atlético (1-0). Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé, car les protégés du coach Meziane Ighil ont vraiment tout essayé dès l'entame de la partie, puisque leur première action dangereuse est interve-

nue à la 2^e minute, par l'intermédiaire de Mohamed Naoufel Khacef. Et ce n'était qu'un début, puisque d'autres chaudes alertes n'ont pas tardé à suivre, notamment celle du Camerounais N'Tankeu, dont le tir surpuissant avait sérieusement mis en difficulté le gardien égyptien Chennaoui. Le pressing du Nasria s'est poursuivi tout au long de la partie, avec de belles incursions dans la surface adverse, mais qui malheureusement ne sont jamais allées au bout, en grande partie à cause de l'absence du buteur Ahmed Gasmi. Cet ancien avant-centre de l'USM Alger et de l'ES Sétif, victime d'une fracture au visage et indisponible plusieurs jours, aura donc cruellement manqué au Nasria dans ce duel décisif pour la qualification, car son adresse devant le but aurait peut-être changé la donne. A noter que

même s'ils ont essentiellement privilégié la défense, les Egyptiens ont été très dangereux sur contre-attaque, et ont failli surprendre les Sang et Or à maintes reprises, comme ce fut le cas notamment aux 19^e et 26^e. C'est donc en toute logique que le Zamalek se qualifie en quarts de finale, en compagnie des Kényans de Gor Mahia, qui ont réussi à dominer le Petro Atlético (1-0), alors qu'ils étaient réduits à neuf contre onze. En effet, les expulsions de Wendo et Batambuze, survenues respectivement aux 36^e et 76^e, n'ont pas empêché le Gor Mahia de l'emporter, grâce à un but unique, signé Tuyisenge à la 58^e minute. Le Nasria devra maintenant se concentrer sur les deux compétitions qui lui restent, le championnat et la Coupe d'Algérie.

M. M.

Ligue 1 de football (24^e journée)

La JSK battue à Médéa, l'ASAM souffle

La 2^e partie de la 24^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, disputée dimanche, a donné lieu à un statu quo en tête du classement, après la défaite du dauphin, la JS Kabylie à Médéa, et le retour en force de l'ES Sétif vers le haut du tableau, au moment où l'AS Ain M'ilia obtient une importante victoire qui lui permet de s'extirper de la zone rouge. C'est l'IO Médéa qui rend un grand service au leader du championnat, l'USM Alger, après sa victoire devant son hôte du jour, la JSK, grâce à un penalty inscrit à la toute dernière minute par Sameur. Les Canaris ont perdu l'occasion de se rapprocher du leader et gardent ainsi cinq longueurs sur les Usmistes, mais risquent de perdre la 2^e place au profit du Paradou AC qui compte un match en retard devant le NA Hussein-Dey, dont la date de

déroulement n'a pas encore été fixée. En revanche, l'OM quitte provisoirement la zone de relégables en rejoignant le DRB Tadjananet (25 pts) mais qui doit attendre la mise à jour définitive du calendrier pour être fixé sur son sort. A Sétif, l'ESS continue de progresser vers le haut du tableau, en terrassant (à huis clos), le MC Oran (4-1). Les Sétifiens qui ont joué tous leurs matchs occupent à présent la 4^e place, dépassant ainsi le MC Alger qu'ils ont battu samedi dernier (2-0). Le MC Oran sèchement battu malgré l'apport du technicien français Cavalli, continue de manger son pain noir. Les Oranais, avec 25 points au compteur, ne dépassent l'actuel premier relégable que de 2 points, alors qu'il reste encore cinq journées à livrer. L'autre match joué ce dimanche a vu l'AS Ain M'ilia s'offrir trois précieux

points aux dépens du CABB Arréridj battu (1-0), sur une réalisation de Si-Ammar (7'). Cette victoire permet aux M'illis de s'installer à la 10^e place (26 pts) avec un match en retard, alors que le CABB est mieux classé pour le moment (8' - 29 pts). Cette journée a débuté jeudi dernier avec le big derby algérois remporté par le MC Alger devant le leader l'USM Alger sur le score de 3 à 2. Le leader l'USM Alger (1^{er}, 45 pts), qui restait déjà sur une surprenante défaite face au Paradou AC (1-2), tombe pour la seconde fois de rang, alors que le MCA (4^e, 35 pts), battu samedi dernier à Sétif par l'ESS (2-0), a su se réconcilier avec son public après avoir perdu deux objectifs majeurs : la Coupe d'Algérie et la Coupe arabe, revenant ainsi à 4 points de Paradou AC (3^e, 39 pts).

R. S.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Aéroport Houari-Boumediene

Un individu interpellé en possession de 9 200 euros non déclarés

UN INDIVIDU qui s'apprêtait à embarquer à destination du Niger, en possession de 9 200 euros non déclarés, a été interpellé à l'aéroport international Houari-Boumediene, indique hier un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN). «Les forces de police des frontières à l'aéroport international Houari-

Boumediene d'Alger ont interpellé un présumé auteur qui s'apprêtait à embarquer sur un vol à destination du Niger en possession de 9 200 euros non déclarés, en infraction à la législation et à la réglementation des charges et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger», précise la même source.

K. L.

In Salah, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar

Cinq contrebandiers arrêtés

CINQ contrebandiers ont été arrêtés et des moyens de transport, des denrées alimentaires ainsi que des équipements utilisés dans l'extraction illégale de l'or ont été saisis dimanche par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à In Salah, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, indique hier un communiqué du ministère de Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité

organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 17 mars 2019, lors d'opérations distinctes menées à In-Salah, In-Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, cinq contrebandiers et saisi 3,3 tonnes de denrées alimentaires, 19 560 litres de carburant, ainsi que trois marteaux piqueurs, un groupe électrogène et deux véhicules tout-terrain», précise la même source.

T. G.

El Tarf

Chute mortelle d'un maçon dans un chantier à Sidi Belgacem

UN MAÇON a péri hier, suite à une chute dans un chantier de construction d'un hôtel à Sidi Belgacem, relevant de la commune d'El Tarf, a-t-on appris auprès du chargé de la communication au niveau de la direction locale de la Protection civile. La victime, H. K., âgée de 35 ans,

était tombée du sixième étage dudit chantier, a précisé le sous-lieutenant Layachi Guesmi, relevant que le maçon avait succombé à ses blessures dès son admission à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Bendjedid-Hadi de la ville d'El Tarf.

L. O.

Fête de la Victoire

Le Musée central de l'Armée abrite les festivités

LE MUSÉE central de l'Armée «Chadli-Ben-Djedid» abrite, depuis hier, des festivités commémorant le 57^e anniversaire de la Fête de la Victoire (19 mars) avec l'organisation d'une exposition de photographies historiques, la projection de films documentaires historiques et la diffusion de chants patriotiques.

Le programme de célébration a vu l'organisation d'un colloque historique animé par des enseignants universitaires, des témoignages de moudjahidine ayant vécu ces événements et l'organisation d'une exposition de photographies historiques retraçant les événements du cessez-le-feu et de la déclaration de la Victoire, des batailles et des héros de la glorieuse révolution de Libération.

La projection de films documentaires historiques au niveau de la salle de cinéma au profit du public, ainsi que la dif-

fusion de chants patriotiques et la distribution de dépliants relatifs à l'événement, figurent également au menu de cette commémoration.

Ces festivités s'inscrivent en exécution des orientations du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, relatives à la valorisation de l'histoire nationale et l'importance de son enseignement aux jeunes générations, à travers la célébration des diverses fêtes et journées nationales, et en concrétisation du Plan de communication au titre de l'année 2018-2019.

Il est à signaler que les activités se poursuivront jusqu'au 25 du mois en cours selon un programme riche, à travers un programme riche au profit des visiteurs du musée, notamment les élèves des établissements éducatifs.

K. Y.

Trump et le climat



Djalou@hotmail.com

Commerce extérieur

Hausse du déficit commercial à 1,4 milliard de dollars

■ Le déficit commercial de l'Algérie a atteint 1,436 milliard de dollars en janvier 2019, contre un déficit de 45 millions de dollars en janvier 2018, soit une hausse de 1,39 milliard de dollars, a appris l'APS auprès des Douanes.

Par Salem K.

Les exportations algériennes ont chuté en s'établissant à 2,367 milliards de dollars (mds usd) en janvier 2019 contre 3,835 mds usd en janvier 2018, en baisse de 38,3%, indique le Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cnctsid) qui précise que les chiffres de janvier 2019 sont provisoires alors que ceux de janvier 2018 sont consolidés. Quant aux importations, elles ont connu une très légère baisse pour s'établir à 3,803 mds usd en janvier 2019 contre 3,880 mds usd au même mois de l'année 2018, soit une baisse de 1,98%.

Les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 62% en janvier 2019 contre 99% en janvier 2018. Les exportations des hydrocarbures, qui ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger en janvier 2019 (90,32% du volume global des exportations), ont chuté en s'établissant à 2,14 mds usd contre 3,58 mds usd en janvier 2018, soit un recul de 1,44 md usd (-40%). Les exportations hors hydrocarbures, qui restent marginales avec 9,7% de la valeur globale des exportations, ont également baissé pour s'établir à 229 millions usd en janvier 2019, contre 250 millions usd en janvier 2018 (-8,4%). Les exportations hors hydrocarbures

sont composées des demi-produits avec 175 millions usd en janvier 2019 (contre 182 millions usd en janvier 2018), des biens alimentaires avec 31 millions usd (même montant en janvier 2018), des produits bruts avec 2 millions usd (contre 26 millions usd), des biens d'équipement industriels avec 19 millions usd (contre 8 millions usd) et des biens de consommation non-alimentaires avec 2 millions usd (même montant en janvier 2018). Pour ce qui est des importations, la facture des produits alimentaires s'est établie à 733 millions usd en janvier 2019 contre 851 millions usd en janvier 2018 (-14%). Concernant les produits énergétiques et lubrifiants (dont les carburants notamment), ils ont été importés pour un montant de 59 millions usd (contre 101 millions usd), en baisse de plus de 41%.

Les autres produits dont les importations ont aussi connu une baisse, quoique faible, sont les biens de consommation non alimentaires qui se sont chiffrés à 512 millions usd (contre 513 millions usd), et les demi-produits avec 922 millions usd (contre 992 millions usd). Par contre, des hausses des importations ont été enregistrées pour les groupes des biens d'équipements agricoles et industriels ainsi que les produits bruts. Ainsi, les biens d'équipements agricoles ont été importés pour

un montant de 47 millions usd (contre 37 millions usd), les biens d'équipements industriels pour 1,36 milliard usd (contre 1,24 milliard usd) et les produits bruts pour 172 millions usd (contre 146 millions usd).

La France premier client, la Chine premier fournisseur de l'Algérie

Concernant les partenaires commerciaux, il est constaté que la France a été le premier client de l'Algérie en janvier 2019, en supplantant ainsi l'Italie qui avait occupé le premier rang des clients du pays durant plusieurs années jusqu'à fin 2018, alors que la Chine maintient sa place de premier fournisseur. Ainsi, en janvier 2019, les cinq premiers clients de l'Algérie ont été la France avec 488 millions usd d'exportations algériennes, suivie des Etats-Unis avec 246 millions usd, de la Turquie avec 206 millions usd, de la Grande-Bretagne avec 195 millions usd et de l'Italie avec 193 millions usd. Quant aux cinq premiers fournisseurs, il s'agit de la Chine avec 726 millions usd d'importations algériennes, suivie de la France avec 349 millions usd, de l'Italie avec 331 millions usd, de l'Allemagne avec 284 millions usd et de l'Espagne avec 272 millions usd.

S. K./APS